

Rhétorique du discours populiste et appels à la peur

Genève 28 septembre

Ce que j'ai retenu de la philosophie, c'est de ne jamais filer la tête baissée dans le sujet, mais de prendre certaines précautions, de définir certains concepts, pour éviter de simplifier les débats. Je commencerai donc par là en établissant deux garde-fous qui me paraissent importants avant d'aborder le sujet proprement dit : d'une part décortiquer l'aspect « boîte noire », sinon boîte de Pandore du populisme, d'autre part, revenir sur al bien commode mais assez problématique distinction entre raison et émotion. Après avoir rappelé les conditions d'émergence du succès de l'UDC, que je prends ici comme un cas exemplaire du discours populiste (ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas de tendance populiste ailleurs), je vais analyser quelques productions de ce parti pour en relever ce qu'on peut appeler la mécanique de la peur. En conclusion, je me demanderai avec vous comment réagir aux appels à la peur.

(PPT) Je commencerai par cette citation d'Alain Touraine qui est représentative de mes interrogations préalables : « Le populisme est un danger qui menace de détruire [...] la démocratie elle-même » (2001 : 60). Rien de moins.

D'abord le populisme. Utilisé jusqu'au cliché dans les médias, le populisme figure souvent une espèce de croque-mitaine unanimement redouté et détesté. Pour être au cœur du thème de ce festival de philosophie, le mot inspire la peur, du moins celle des politiciens et celle des élites intellectuelles et médiatiques. Le suremploi du terme « populisme » très bien relevé par le meilleur spécialiste francophone du sujet, Pierre-André Taguieff (2002), s'accompagne d'un rejet qui ostracise le caractère éventuellement descriptif du terme. « Populisme » est un mot qui partage certains traits communs avec l'utilisation du mot fascisme que décrit ici Pierre-André Taguieff : « Comme certains autres mots ou expressions du langage politique contemporain, tels que "le racisme" ou «"l'extrême droite", le mot " fascisme", fonctionne comme un mot qui fait peur, qui réveille des craintes ou de mauvais souvenirs, un mot par lequel aussi on veut faire peur, un mot qui tue ou par lequel on veut tuer l'individu ou le groupement politique auquel il est appliqué » (2002 : 12). Dire d'un homme, d'un discours, d'un programme qu'il est populiste, c'est stigmatiser avant de décrire un contenu. Le populisme est un vecteur de mal politique, une menace en soi. Tout se passe comme si l'aversion du populisme impliquait de devoir s'en détourner au point qu'il en est indescriptible N'y a-t-il pas plusieurs populismes ? Doit-on dissocier populisme et national-populisme ? Quel contenu donner au populisme ? Une bonne partie de la littérature sur le sujet (Canovan, Laclau, Taguieff) cherche à d'abord définir le populisme et ses avatars – le télépopulisme, le national-populisme – puis à établir des typologies de populisme en fonction des situations dans chaque pays. Flou et pourtant suremployé, péjorant et pourtant scientifiquement commenté, le populisme est peut-être, par delà des spécificités culturelles ou institutionnelles, descriptibles par une série de traits pertinents : l'importance de la rhétorique, l'importance de l'appel au peuple, l'importance de la délégitimation des élites. Ainsi Michael Kazin considère le populisme avant tout comme un discours dont les locuteurs conçoivent les gens ordinaires comme un assemblage noble qui n'est pas étroitement lié par un système de classe, considèrent leurs adversaires, à savoir l'élite, comme égoïste et non démocratique et cherchent à mobiliser les premiers contre les seconds (1995 :1). Une définition que

l'on retrouve sous d'autres plumes, par exemple celle du politologue helvétique Oscar Mazzoleni (PPT) :

« Le populisme renvoie à une valorisation de l' « homme de la rue » et du « sens commun », du "peuple" considéré comme une entité homogène, dans une opposition radicale au système politique établi. [...] L' « appel au « peuple » implique une participation politique directe en réaction critique à la démocratie représentative. [...] Le « culte » du peuple s'accompagne de la critique des « élites en place », soupçonnées d'avoir trahi les idéaux et d'avoir perdu leur légitimité dans la communauté politique. Par contraste, les partis populistes s'affichent comme seuls interlocuteurs « authentiquement » représentatifs. (Mazzoleni 2008 :120)

L'idée du danger menaçant de détruire la démocratie, qui était présente dans la citation d'Alain Touraine, mérite aussi un arrêt, surtout lorsque l'on s'intéresse à la question de la peur. Selon cette conception, le populisme est hors les murs de la démocratie et, partant, de la civilisation. Il est vu comme une menace fondamentale car capable de briser ce qui constitue le cœur peut-être de notre identité nationale : la démocratie. La démocratie qui, pour reprendre le mot bien connu de Churchill est la pire forme de gouvernement à l'exception de toutes les autres que l'on a essayées de temps en temps, mais qui récolte de nombreux suffrages favorables auprès des sondages d'opinion : « Des études récentes sur l'évolution des opinions dans les pays occidentaux, affirme Oscar Mazzoleni, montrent que la « démocratie comme idéal de gouvernement » est acceptée de manière presque unanime par la population » (Mazzoleni 2008 : 57). La menace décrite par Alain Touraine n'est donc pas anodine puisque l'effet du populisme est un anéantissement du système même. Au-delà de la discussion que l'on pourrait avoir sur la valeur de vérité de cette affirmation, l'hyperbole visible à la répétition des mêmes traits (danger, menace, destruction) conduit à bien interpréter la part des émotions dans l'observation du phénomène. Deux paradoxes surgissent à suivre cette argumentation polémique, affirme Taguieff : « Premier paradoxe : alors même que les caractérisations antipopulistes du populisme pèchent par simplisme, le "simplisme" est attribué en propre au "populisme", ou posé comme l'une de ses principales composantes cognitives. N'est-ce pas faire preuve d'un dualisme simpliste que d'énoncer, comme A. Minc : « Face aux tenants de l'émotion, se dessine par contrecoup un camp de la raison » ? » (Taguieff 1998 : 8).

Deuxième paradoxe, si on revient un instant sur la question de la démocratie au centre de cette citation : stigmatiser le populisme comme menace pour la démocratie quand bien même le régime politique se fonde sur le pouvoir donné au peuple. Taguieff montre bien que « le "populisme", vu par ses ennemis - ceux d'en haut - est quelque chose comme un "populacisme" » (2002 :34). « Ce que voile et exprime à la fois la dénonciation du populisme, par les élites politico-administratives (...), c'est la peur du peuple, supposé insatiable en ses besoins ou ses revendications non maîtrisés, et aussi le mépris des peuples, rejetés dans l'animalité des passions ou dans le tribalisme de communautés conduites par des pulsions. » (Taguieff 1998 : 11). On voit tout ce que le sujet offre en termes de chausse-trapes et de dérive émotionnelle, surtout dans un cadre intellectuel comme le nôtre où la diabolisation du populisme pourrait être bien tentante.

Etudier le populisme suppose de se confronter à toutes sortes de réactions épidermiques, hautement émotionnelles, dont on doit sinon prendre garde du moins tenir compte. Ce qui m'amène à poser un deuxième garde-fou en traitant de la question de l'émotion et de la raison.

Emotion et raison

La peur, on vient de le voir, est intimement liée tant au populisme qu'à l'anti-populisme. On pourrait s'arrêter un instant sur la dimension de la « peur des foules » qui a préoccupé bien des savants de Gustave Le Bon à Sigmund Freud (Laclau 2008). Ce que je veux mettre en relief pour ma part, c'est de se méfier de l'antidote au discours populiste que l'on nous présente fréquemment – par exemple Alain Minc. Il est en effet assez commun dans le discours antipopuliste de se fonder sur la division entre raison et émotion, de rejeter l'émotion au profit de la raison. Cette solution simple est en fait irréaliste et je vais dire pourquoi.

La rhétorique aristotélicienne promeut l'art de persuader par le discours. La question de la moralité de ce qui est considéré comme une technique a, comme vous le savez, beaucoup tourmenté les philosophes grecs. Entre la dialectique et la sophistique, la rhétorique a été vue comme penchant vers le second pôle : elle ne se préoccupe pas de la vérité et, selon Protagoras, il est toujours possible de « faire apparaître comme plus fort l'argument le plus faible ». On relit aujourd'hui le peu qui nous reste des sophistes avec un œil moins hostile que par le passé. Il faut dire que nous avons reçu le lourd héritage platonicien qui postule que les orateurs dignes de ce nom ne sont pas des rhéteurs mais des dialecticiens. Dès Aristote, il est apparu que dans la vie courante, dans les affaires humaines et ordinaires, la recherche du vrai par la dialectique faisait long feu. La rhétorique est ainsi apparue comme nécessaire, même mineure, pour que la société des hommes puisse avancer, progresser. C'est l'irruption dans un paradigme très rigide composé du vrai et du faux d'une zone grise, celle de la vraisemblance. Outre la dimension du vraisemblable, Aristote a le génie de mettre en évidence que l'on ne convainc pas par le seul discours logique et argumenté (le logos), on peut aussi persuader par la personnalité de l'orateur (ethos) ou par les émotions que l'on fait ressentir à l'auditoire (pathos). D'où la force que prend en rhétorique la question du rapport entre l'orateur et son auditoire. C'est le devoir de tout orateur qui souhaite convaincre de s'adapter à l'auditoire qu'il a en face de lui, du moins de s'en faire une représentation aussi juste que possible.

La logique du probable (Angenot) qu'est la rhétorique ne cesse de poser des problèmes de gestion de l'émotion et de l'argumentation, en particulier lorsque celle-ci n'est que vraisemblable. Quelle place accorder à l'émotion ? Est-elle légitime ? est-elle un auxiliaire de l'argumentation ou un substitut à l'argumentation ? Ces questions sont encore très actuelles et nombre de spécialistes de l'argumentation aujourd'hui s'évertuent à déterminer les arguments valides et invalides. Un de ces chercheurs, Douglas Walton, commence son livre « The place of emotion in argumentation » par, je traduis « L'idée de ce livre est que les appels à l'émotion ont une place légitime, et même importante, en tant qu'arguments dans un dialogue à des fins persuasives, mais ils doivent être traités avec précaution parce qu'ils peuvent aussi être utilisés de manière fallacieuse » (Walton 1992 : 1). Il apparaît de plus en plus impossible aujourd'hui de dresser une liste a priori des arguments inconvenables et des arguments admissibles, mais l'intérêt des chercheurs révèle bien que l'on cherche à savoir comment traiter ces questions d'appels aux émotions tant ils sont capables de mobiliser, tant ils sont fréquents, tant ils sont efficaces, mobilisant nos instincts de survie.

Cette présence de l'émotion, vue avec un œil suspicieux, nous amène à réfléchir sur une idée dont on s'est toujours flatté : celle d'être des êtres de raison. Aujourd'hui, trois travaux importants dans différentes disciplines montrent que le colosse a des pieds d'argile. Certains travaux sont aujourd'hui connus mais il vaut la peine de les rappeler.

(PPT) Le premier coup de bélier – je dis premier, mais l'ordre n'a pas d'importance en soi et ne reflète pas une dimension chronologique – le premier coup de bélier donc dans la forteresse de la raison est porté par Antonio Damasio, responsable du département de neurologie de l'université de Iowa. Durant des années, avec son équipe, il a étudié les réactions de plusieurs patients, une vingtaine, tous atteints de lésions cérébrales causant des déficiences émotionnelles graves. Ces patients n'éprouvaient pas de peur, ni de joie. Le cas d'un malade, Elliott, parfaitement intelligent mais n'éprouvant aucune émotion, révèle qu'il est devenu incapable de gérer des affaires privées et professionnelles de manière rationnelle. Une absence d'émotion, outre des personnalités altérées, conduit donc à l'incapacité de prendre de décisions. La très intéressante conclusion de Damasio, dans son livre symptomatiquement appelé *l'erreur de Descartes*, est que la raison a besoin pour fonctionner d'être alimentée par les émotions. Le livre de Damasio permet ainsi de fusionner deux entités que l'on a souvent présentées comme distinctes : le corps et l'esprit (l'émotion livrée par le corps – la boule au ventre – alimente les réflexions de l'esprit) et donc l'émotion et la raison. Si l'un des ressorts du discours populiste est la peur – on le montrera – il serait naïf d'y opposer un discours politique sain et donc sans émotion dans nos objurgations contre un discours évidemment émotionnel.

(PPT) Le deuxième coup de bélier contre la forteresse de la raison est porté par différentes recherches en psychologie cognitive. Prenons un exemple que je pique à Massimo Piattelli-Palmarini. Imaginez une carte du monde. Situez, pour ceux qui connaissent un brin de géographie Caracas, la capitale de Venezuela. Tirez un trait à la verticale de cette ville et dites-moi sur quelle grande ville des Etats-Unis vous arrivez. Je parie que la plupart d'entre vous pensent à La Nouvelle-Orléans. Exact ? Certains ont sans doute pensé aussi à Dallas. La bonne réponse est en fait ... Boston. Vous voulez une preuve ? La voici (PPT). Etrange non ? Sommes-nous nuls en géographie ? Non, dans notre tête on réarrange les cartes selon un schéma nord-sud linéaire. On opère ainsi une rotation mentale des cartes pour les réarranger en supprimant l'angle réel. Mais plus important que ce petit exemple amusant, les travaux pionniers de Tversky et Kahneman montrent que nous agissons parfois à l'encontre même du bon sens ou des principes de rationalité même lorsque nous pensons faire exactement le contraire. Exemple : vous voulez aller au cinéma, la place coûte dix francs. Arrivé au cinéma, vous vous apercevez que vous avez assez d'argent pour vous payer une place, mais que vous avez quand même perdu un billet de 10 francs. Est-ce que vous achetez votre place ? 88% des gens répondent oui. Autre situation : vous avez acheté un billet de cinéma à 10 francs en avance. Arrivé au cinéma, vous vous apercevez que vous l'avez perdu. En rachetez-vous un ? 46% des gens seulement disent oui. Et pourtant, dans les deux situations, la perte financière de 20 francs est la même. Ce n'est qu'un exemple parmi des centaines d'autres qu'offre la psychologie cognitive et qui montre différents biais cognitifs dans le raisonnement qui sont loin d'être anodins et qui mettent en doute nos compétences rationnelles au profit de quelques règles pratiques et intuitives que les anglophones appellent *rule of thumb*. Résister au discours populiste n'est donc pas une simple affaire qui se résoudrait par un recours plus massif à la raison ou au bon sens pour compenser les instincts émotionnels. Il arrive que l'on raisonne mais il arrive aussi souvent de croire que l'on raisonne, ce qui est un peu différent.

(PPT) Le troisième coup de bélier contre la forteresse de la raison est porté par un tout récent ouvrage de Marc Angenot, *Dialogues de sourds*, qui fait l'effet d'un coup de tonnerre dans le ciel bleu des amateurs de rhétorique. Il pose dès le début de son bel ouvrage une question clé : si la rhétorique est l'art de persuader par le discours, alors pourquoi est-ce que cela ne marche pas ? En

effet, une sorte là aussi de biais cognitif fait que l'on a accepté sans s'y arrêter cette idée de persuasion par le discours. Or on est rarement persuadé. L'échange de bonnes raisons ne produit que rarement l'arrivée à un consensus. S'il y a un tenant de l'UDC dans la salle, je ne parviendrai pas à lui faire admettre que le recours aux facilités populistes ne contribue pas à améliorer le débat démocratique. Marc Angenot évoque par exemple la dispute intellectuelle irréversible entre Jürgen Habermas et Hans Albert. Les deux philosophes ne sont d'accord sur rien, et le font entendre à tous dans des longues polémiques. Ils s'arrêtent par ne plus se parler – ce qui est le plus raisonnable mais assez curieux pour l'auteur de la théorie de l'agir communicationnel qui prône le débat dans l'espace public. Il y a dans cet exemple de dialogue de sourds ce que Marc Angenot appelle une coupure argumentative, une division insurmontable, une inter-incompréhension qui ira en se polarisant de plus en plus à mesure que le fossé entre les camps opposés s'élargiront à coups d'invectives, à force de traiter l'autre comme un fou déraisonnable. Marc Angenot affirme de manière provocante qu'en « matière de discours argumenté, il faut partir de deux élémentaires évidences : 1) que les gens se persuadent rarement les uns les autres tout en argumentant inlassablement et 2) qu'ils ne semblent pas raisonner toujours de la même manière » (Angenot 2008 : 80). Il oppose à la « vieille question de l'unité de la raison humaine » une multiplicité des rationalités, une divergence des logiques discursives. Une vision des choses qui pourrait faire croire à une pensée relativiste où raison et vérité sont des mots. Il n'en est rien. Marc Angenot a l'intelligence de ne pas tomber dans cet écueil mais de défendre un pluralisme des rationalités. Il découle de cette importante réflexion une conséquence majeure sur la rhétorique. En effet, si on partage une certaine forme de rationalité, si on admet l'existence de coupure argumentative, l'idée de frontière entre communautés apparaît alors comme centrale. Au point que je pense la rhétorique comme *un discours de définition, d'occupation et de régulation d'un territoire pour lequel il est demandé à l'auditoire de se positionner*. Il n'y apparaît plus la question de la persuasion ou de la conviction qui n'ont qu'une importance de deuxième plan. Cela implique que le discours populiste cherche moins à persuader ou à convaincre, qu'à attirer l'auditoire à l'intérieur de frontières communautaires par effet de résonance et de capillarité. Le populisme est une communauté qui cherche à grandir autour de différentes idées, différents symboles autour desquels les gens aiment à se reconnaître. Et il est d'autant plus facile de s'y reconnaître que des instincts émotionnels peuvent nous y pousser.

Avant d'observer quelques techniques du discours populistes in vivo, et armé maintenant de cette approche nuancée et complexe de la rationalité, on peut rappeler dans quel contexte surgit le succès du parti UDC avant de montrer en quoi les facteurs de ce succès sont en correspondance avec les théories du populisme.

La peur et les trois crises des années 1990

(PPT) Le premier élément à mettre en évidence est un terreau dans lequel la peur joue un rôle important, sinon capital. L'UDC a eu le succès que l'on sait pour de nombreuses raisons intelligemment sériées par Oscar Mazzoleni. Le non à l'ONU en 1986, mais surtout le non à l'EEE en 1992 sont des événements clés montrant d'ores et déjà une crainte vis-à-vis de la mondialisation politique. Taguieff analyse cette méfiance, cette peur, vis-à-vis des processus supranationaux en des termes qui font directement écho à une forme d'angoisse :

Nombreux sont les citoyens qui se refusent absolument à s'engager sur la « route commune » qu'est l'Europe en construction. La néo-religion de la mondialisation salvatrice n'enthousiasme pas tout le monde, elle ne saurait enthousiasmer la masse des victimes de

la mondialisation telle qu'elle se fait, machine à défaire et refaire, à déstructurer et restructurer à l'infini, sans sujet ni finalités. Immense processus aveugle qui paraît immaîtrisable, producteur d'une insécurisation généralisée, jetant les humains dans l'instabilité perpétuelle et l'anxiété permanente, provoquant donc aussi des réactions violentes contre cet état humainement insupportable. (Taguieff 2002 :10)

Le cas de l'E.E.E. est particulièrement important car les élites politiques avaient donné un soutien massif en faveur de cette idée. Le gouvernement et les partis n'ont pas réalisé que la peur d'une perte de souveraineté allait mobiliser tout un électorat. Or, si 50,3% des votants refusent l'EEE soutenu par tous les partis sauf l'UDC, cela allait placer idéalement l'UDC comme le parti qui connaît mieux le peuple que les autres. La fracture entre peuple et le gouvernement politique allait amorcer le succès de plus en plus massif du parti. Reste que si ce succès UDC du 6 décembre 1992 allait ouvrir la voie, il n'allait pas seul permettre de passer du plus petit parti gouvernemental au plus gros. Pour cela, il fallait encore des conditions-cadre idéales pour le parti. Oscar Mazzoleni montre que l'UDC a pu profiter de trois crises qui allaient frapper la Suisse des années 90. Une crise socio-économique d'abord. Les finances sont en capilotade, le chômage prend de l'ampleur, le marché de l'emploi est à la peine. Ceux qui sont exclus du système regardent d'un mauvais œil les requérants d'asile, les étrangers qui sont vus comme ceux qui prennent les rares places disponibles. Les vaches grasses sont terminées, c'est le temps de la désillusion quant au proverbial bien-être helvétique. La deuxième crise est identitaire. La fin du mur de Berlin qui met en crise la mission de l'armée suisse, l'adhésion à l'Europe comme objectif affiché en 1990, la crise des fonds en déshérence bouleverse l'image que l'on pouvait avoir de la Suisse. Je cite Mazzoleni :

Avec le retour des incertitudes, avec l'avènement de la « société du risque» (Beck, 2003) issue des bouleversements structurels de l'économie et de la société occidentale entre les années 1980 et 1990, nous assisterions au retour de préoccupations liées à la sécurité matérielle, certes, mais aussi à la crainte de cet «autre», cet « inconnu» (criminel, étranger, etc.), qui révèle la perte de repères, l'avancée du désordre et de l'«anomie» d'une part, et permet la (re-)valorisation du «même» et du «connu» (famille, patrie, etc.). (mazzoleni 2008 : 55)

La troisième crise est politique et institutionnelle. La méfiance par rapport au gouvernement alimentée par des médias qui privilégient désormais la politique-spectacle s'installe. L'identification à un parti politique s'effrite, surtout au centre. La crédibilité des hommes politiques, plongés dans nombre de scandales politico-judiciaires en France par exemple, se délite. Ce qui permet de continuer de creuser le fossé entre ce qu'il est maintenant et symptomatiquement convenu d'appeler la Suisse d'en haut et la Suisse d'en bas.

Si on ajoute à ces trois crises, l'existence d'un leader charismatique et des moyens financiers considérables, le succès de l'UDC se comprend mieux. Mais il est d'ores et déjà important de repérer la peur fondamentale dans les trois crises, peur qui va en impliquer d'autres. Il s'agit de la peur de ne plus être ce que l'on est ou ce que l'on veut être. La peur de perdre son emploi ou son statut social, la peur de l'autre vu comme un envahisseur, la peur des élites qui ont perdu la tête et qui renversent l'identité même du pays me semblent découler de cette peur fondamentale qui est liée à l'identité.

Les communiqués

Je vous propose maintenant d'analyser rapidement d'une part des communiqués de presse de l'UDC, puis d'autre part, une interview récente de l'UDC valaisan Oskar Freysinger, afin de montrer comment cette peur se construit.

J'ai pris aléatoirement dans un corpus que je suis en train de constituer pour une recherche du Fonds national, tous les communiqués de presse de l'UDC du mois d'août 2008. Le but est d'avoir un échantillon, pas suffisamment important pour être significatif, mais suffisamment aléatoire pour indiquer des pistes de réflexion représentatives. J'ai fait l'analyse croisée de ces communiqués, ils ne sont pas nombreux ce mois-là, 6, mais je trouve assez d'éléments sur ces six exemples pour dégager une logique que l'on pourrait tester à plus grande échelle.

Ces communiqués laissent transparaître une structure en trois temps que l'on retrouve dans la plupart sinon dans tous les exemples répertoriés.

(PPT) Le premier temps est celui du constat de la fracture. Une des grandes ressources du populisme protestataire se marque dans la rupture. Le populisme protestataire est défini par Taguieff – qui distingue populisme protestataire et identitaire - comme un populisme où « L'appel au peuple est orienté principalement vers la critique ou la dénonciation des élites de fait, que celles-ci soient politiques, administratives, économiques ou culturelles. Cet anti-élitisme est indissociable de l'affirmation d'une confiance dans le peuple, défini comme l'ensemble des citoyens ordinaires. C'est pourquoi, sur la base de l'opposition entre les élites factuelles (sinon légitimes) et le peuple, cette forme de populisme peut être décrite comme un hyper-démocratisme, idéalisant l'image du citoyen actif » (1992 :127).

Prenons cet exemple : qui est le premier paragraphe (appelé lead) du communiqué du 26 août 2008. (PPT) Dans cet exemple, l'UDC estime que le programme HarmoS consiste à confier l'éducation des enfants à l'Etat. (PPT) Par un point d'exclamation, l'UDC marque le scandale de cette appropriation par l'Etat d'un domaine réservé aux parents, aux individus. La fin du paragraphe insiste sur la perte de contrôle : échapper au contrôle démocratique. Il y a donc tant de la méfiance à l'égard des agissements présentés comme surnois de l'Etat, qu'une requalification des individus comme étant les seuls représentants de la démocratie. Dans ce passage, la démocratie devient donc le peuple et non les personnes élues par ce même peuple pour les représenter –d'où cet hyper-démocratisme décrit par Taguieff qui passe outre le système de la représentation. Plus loin, le communiqué évoque « une réforme constitutionnelle dans ce sens n'aurait eu aucune chance devant le peuple », la démocratie directe est neutralisée, etc. Ce qui nous intéresse pour notre propos, c'est que cette fracture que l'on constate ou que l'on construit entre les citoyens ordinaires et les élites ou les élus, repose sur une peur assez fondamentale qui est la peur de l'Etat devenu fou, l'Etat devenu inaccessible à la rationalité et au bon sens. On dit dans ce petit corpus (que vous avez dans le photocopié distribué) que la passivité de l'Etat face aux drogues est « impensable », que la position du Conseil fédéral est « difficile à comprendre », on laisse entendre que le conseil Fédéral a perdu le contrôle. Observez le lead de cet exemple : il commence par parler d'absurdité, mais on parle aussi d'égalitarisme forcené. Or, l'absurde est ce qui manque de sens et le forcené est par essence celui qui n'est pas maîtrisable ou raisonnable On assiste aussi à une structure récurrente dans les communiqués qui est la formule concessive en « bien que », « même si » ou ici, « alors que ». L'UDC aime bien mettre en évidence qu'il y a un problème présenté comme connu, évident, qui

nécessiterait des changements clairs et immédiats, mais qui ne sont, au mépris de la raison ou du bon sens, pas entrepris. Ici, le problème d'Harmos est déjà contesté ce qui nécessiterait de revoir les choses ou en tout cas de les freiner et, à l'inverse de tout bon sens, on continue en allant plus loin encore. On trouve d'autres exemples : « bien que les effets dévastateurs des drogues soient connus depuis des années », on laisse entendre que si c'est connu, c'est que l'on peut agir contre, « L'état, continue le communiqué, résigne et s'arrange avec la situation existante ». Troisième communiqué et troisième exemple : « Bien que la liste des dysfonctionnements (un mot qui revient très souvent dans les communiqués) au département de la défense ne cesse de s'allonger, le Conseil fédéral maintient sa politique de sécurité ». La récurrence de cette structure permet bien de stigmatiser d'une part l'existence d'un problème supposé chez les élites et d'autre part leur aveuglement qui, contre toute attente ou tout bon sens, ne les pousse pas à agir.

Dans cette première posture, on met juste en évidence l'incompréhension du peuple que l'UDC est censé représenter par rapport à l'Etat. Parfois, dans une deuxième posture, on restitue une intentionnalité à l'absurdité de l'Etat. S'il agit à l'envers du bon sens, c'est qu'il y a une raison, une raison qui est souvent cachée. L'UDC, en pointant les dysfonctionnements réels ou supposés de l'Etat peut aussi s'inscrire dans une rhétorique de la révélation ou de la dénonciation de quelque chose qui ressemble à des manœuvres (communiqué du 26 août) conspiratrices. Comme souvent, dès lors qu'il s'agit de trouver un sens à des actions absurdes en apparence, on propose une explication qui flirte souvent avec la théorie du complot. Le premier motif est bien sûr la confiscation du pouvoir au peuple. Dans la ligne logique de ce que nous venons de voir, il s'agit de dire qu'il y a des « tendances antidémocratiques », que l'on peut observer des « manœuvres » qui « neutralisent » la démocratie directe ». Cet affaiblissement de la démocratie est parfois imputable à un agent, que le communiqué du 12 août 2008 impute aux « internationalistes et autres eurofanatiques » qui ont « infiltré » l'administration l'intention de « trahir la souveraineté de la Suisse », mais aussi « d'accaparer de l'argent, des postes et des fonctions ». Ce travail de sape de la démocratie et de la bureaucratie se fait dans une atmosphère de déclin. « De toute évidence (et on voit là le lexique de la clarté et de la révélation), le collège gouvernemental est heureux dans son attitude de complaisance mutuelle ». Autrement dit, le bateau sombre tandis que les capitaines trinquent. En contrecoup, l'UDC se pose évidemment comme à la pointe du combat contre ces dérives – on verra cela dans un moment – mais aussi, dans un premier temps, comme le révélateur de ces manœuvres. J'ai déjà évoqué le « de toute évidence », mais on peut voir un autre exemple éclairant dans le communiqué du 12 août : « Le fait que les autorités fédérales participent à ce jeu déplaisant **montre clairement** que les internationalistes qui infiltrent l'administration et le gouvernement considèrent la démocratie directe comme un obstacle ». Une autre stratégie pour évoquer les manœuvres est l'emploi de la double énonciation que l'on retrouve par exemple dans « prétendue mentalité raciste », une ONG qui « se considère comme », la mise entre guillemets de « progrès », les normes « dites internationales ». L'usage de l'ironie ou de la mise à distance de l'énonciateur révèle en creux une posture de l'UDC comme étant capable de discerner les faux semblants, de faire tomber les masques, laissant entendre que le parti n'est pas dupe des manœuvres discursives.

Constat de la fracture et révélation des motifs de celle-ci sont donc les éléments d'une première phase de la cette structure récurrente qui semble se dessiner dans les communiqués de l'UDC. Cette phase, on l'a vu, inocule l'idée selon laquelle l'Etat pour des motifs parfois peu explicités, est devenu fou, déraisonnable, aberrant. La deuxième phase va expliquer pour quoi cette folie de l'Etat fait peur. La peur va donc se porter sur les conséquences de cette folie. Ce que l'on observe dans cette

deuxième phase, c'est que la peur d'un Etat irresponsable va être **amplifiée** avec la mise en évidence de deux sentiments : d'une part les conséquences sont graves, d'autre part, elles nécessitent des mesures urgentes. Gravité et urgence conduisent à utiliser un registre propre à la **dramatisation**.

Les problèmes posés par l'incurie du pouvoir ont des conséquences qui apparaissent comme très graves. Les communiqués UDC étudiés ici ne sont pas avarés en expressions hyperboliques et utilisent volontiers le lexique de la peur et l'expression de l'urgence. Les hyperboles – étatisation totale de l'éducation, l'Etat ne fait quasiment rien, etc. permet de grossir le trait et contribue au sentiment de déliquescence et d'urgence à réagir. Sur le lexique de la peur, on voit le 6 août, par exemple, que les dépenses extraordinaires sont *inquiétantes*, le CF doit prendre « absolument prendre le contrôle de la situation afin que des événements financiers tragiques des années nonante ne se renouvellent pas ». Il y a là plusieurs points intéressants : d'abord, la perte de contrôle dont on a déjà parlé qui suscite déjà l'inquiétude, ensuite, la peur de revivre des événements financiers (dits tragiques et non dramatiques) s'alimente par l'épouvantail des années 90 brandi ici avec la nécessité « absolue » d'agir, enfin, la nécessité est elle-même est une trace récurrente des communiqués de presse politiques – tous partis confondus. Le verbe devoir est utilisé à toutes les sauces, même s'il n'implique pas forcément une possibilité matérielle de pouvoir agir. Le 8 août, l'adjectif inquiétant revient à propos de l'état de l'armée. Le 25 août, les Suisses de l'étranger UDC disant avoir constaté « avec effroi » les « égarements dangereux » de la politique de la drogue. On retrouve donc un lexique mentionnant la peur ou anxiogène (tragiques, catastrophique, etc)- qui n'est d'ailleurs pas l'apanage de la seule UDC... Quant au lexique de l'urgence, on le trouve dans des expressions comme « il est grand temps de » « doit prendre position immédiatement » etc. La peur n'est donc pas paralysante mais implique une dramatisation et à un sentiment d'urgence qui appellent une action immédiate. Le troisième temps des communiqués UDC est celle de l'action, du combat pour restaurer un Etat en perdition. Récemment, la Tribune de Genève a cité le livre *State of Confusion* de Bryant Welsh, un psychanalyste étudiant le discours politique, qui affirme : «Un homme effrayé prête moins attention aux problèmes à long terme et veut des solutions immédiates. »

Je ne m'attarderai pas sur ce point, qui nous éloigne en partie du sujet. Mais je relèverai la continuation du lexique anxiogène avec l'utilisation de motifs guerriers : si je compile quelques expressions de ces communiqués, il s'agit de *combattre*, avec *véhémence*, sans *compromis* un Etat qui a *capitulé* devant l'horreur, des partis qui *pactisent* avec la gauche ou des *coalitions* d'ONG qui *s'attaquent* à la Suisse après avoir *infiltré* l'administration. Tous les communiqués mettent en évidence un combat – ce que l'on peut comprendre car c'est au fond l'essence même d'un parti politique – mais le langage employé est clairement celui d'une guerre, fût-elle symbolique et participe du même soulignement hyperbolique des dangers vu précédemment. Il ne s'agit non plus pas de raisonner ou de réfléchir, mais d'agir ou d'exiger. Dans ce durcissement des fronts, la réalité se fait plus anguleuse, plus tendue, plus menaçante donc.

Finance islamique

L'argument central de la rhétorique réactionnaire, selon Marc Angenot qui a repris et commenté le modèle d'Albert Hirschman, est l'argument de l'engrenage, de l'enchaînement et de la pente savonneuse (Angenot 2008 : 321). Cet argument, bien connu, vise, à partir d'une action A à décrire les conséquences en chaîne aboutissant au final à un événement Z que personne ne souhaite, un aboutissement désastreux et inévitable. L'interview de Freysinger que je vous proposerai dans un instant en guise d'exemple montre parfaitement l'engrenage : « Ça commence avec la finance

islamique et ça finit avec Ben Laden qui organise des attentats avec notre argent » dit le trublion valaisan. Ce qui me paraît important dans le contexte qui est le nôtre aujourd'hui, c'est que l'argument de l'engrenage est une procédé d'apparence logique et rationnel, A cause B qui cause C etc. argument d'apparence rationnel qui peut se déployer efficacement dans un appel à la peur. Les sauts de raisonnement fréquents dans l'argument de l'engrenage sont comme des faiblesses couvertes par la peur des conséquences effroyables auquel on semble aboutir. Dans ce type de rhétorique, fondé essentiellement donc sur la peur de l'enchaînement tragique, des rôles assez clairs se dessinent. D'une part, le progressiste naïf incapable de voir l'engrenage fatal, d'autre part, le visionnaire vigilant qui appelle à réagir, c'est-à-dire « revenir en arrière toute, annuler la première étape de la glissade commencée vers la [...] déraison et la désolation » (Angenot 2008 : 323). On retrouve cela à plusieurs reprises dans plusieurs productions de l'UDC.

(PPT) Les plus clairs exemples se trouvent dans les affiches de l'UDC à l'approche des votations : celle autour de Schengen s'appuie sur la peur de perdre sécurité et emploi. Accepter Schengen est présenté comme amenant inéluctablement à ces conséquences désastreuses. Au-delà de ce premier type de raisonnement, la rhétorique réactionnaire d'Albert Hirschman met en évidence trois structures récurrentes : l'innocuité – la réforme est vaine parce qu'elle ne changera pas les choses – l'effet pervers – la réforme fera bouger les choses dans le sens contraire de ce que l'on souhaite – et la mise en péril – la réforme met en danger des avantages acquis, entraînera des coûts auxquels on ne devrait pas consentir. Ces deux dernières formes sont particulièrement présentes dans la rhétorique de l'UDC. Il me semble que l'on peut réunir ces différentes logiques discursives sous le même chapeau : la peur de la perte – perte d'identité, perte d'argent, perte d'avantages, perte du statut, perte des valeurs etc.

En page 10 du *Matin dimanche* du 14 septembre, on trouve le titre d'une interview-choc : "[Les Suisses vont financer le terrorisme avec leurs économies](#)". L'interviewé: l'inévitable Oskar Freysinger, dont les propos relayés par la presse me semblent révélateurs de la question de l'engrenage.

Le journaliste du *Matin* avait sorti la veille un papier, très discutable, sur la finance islamique. En gros, il y a au Moyen-Orient des énormes moyens et un énorme marché pour proposer des produits financiers compatibles avec l'islam : pas de spéculation, pas d'intérêts. L'UBS met le paquet sur ce marché qui est à l'opposé des subprime. Cela pose évidemment des questions éthiques, dont le monde de l'argent ne se préoccupe guère. Et qui ne sont guère fouillées par les journaux qui ont parlé de cette finance islamique (La Liberté, Le Matin).

Dans le chapeau de l'article, on retient deux propos d'Oskar Freysinger "les Suisses vont financer le terrorisme d'Al-Qaïda" et "les mollahs dicteront à l'avenir notre mode de vie". On peut difficilement stigmatiser plus la question de l'appel à la peur.

A la question "la finance islamique vous inquiète?" – déjà révélatrice en soi d'un usage de la peur, Freysinger répond que ça lui "fait dresser le poil". Il enchaîne par "les banquiers se soumettent à la charia". Ce qui n'est pas la même chose que de dire "les banquiers proposent des produits compatibles avec la loi islamique"... La "soumission" est plus parlante, même si on fait croire que les banquiers ont adopté toute la loi islamique...

Ensuite, Oskar Freysinger exprime ses craintes : "Qui réagira demain quand la charia commandera notre économie?". Le changement d'échelle est un peu brutal. De un, on fait croire à nouveau que la

charia s'est imposée dans son intégralité à toutes les banques suisses. De deux, cet investissement à l'étranger est censé dominer toute notre économie. Je passe sur les conséquences dramatiques qu'entraînerait cette "soumission" : la fin de "nos bons vins" parce qu'on ne pourra plus faire d'affaires avec l'alcool. La peur est légitimée et amplifiée à l'extrême en se projetant dans un avenir cauchemardesque selon la technique de l'engrenage.

"N'allez-vous pas un peu trop loin?" ose alors le journaliste. Freysinger continue son entreprise :

La finance islamique a été développée par le wahhabisme et le salafisme, les deux courants les plus extrémistes de l'islam. Ce sont eux qui ont fait naître al-Qaïda. Ça commence avec la finance islamique et ça finit avec Ben Laden qui organise des attentats avec notre argent.

D'abord, je n'ai trouvé aucun lien entre wahhabisme et finance islamique. Ensuite, l'analogie se fonde sur une logique invalide(PPT) : le wahhabisme a produit Al-Qaïda, or le wahhabisme a produit la finance islamique, donc la finance islamique, c'est al-Qaïda. En termes logiques, on a $A = B$, or $A = C$, donc $B = C$, ce qui s'appelle le sophisme de milieu non-distribué. Une erreur de logique claire où la conclusion présentée est intenable – comme le montre l'exemple ridicule à droite. Enfin, un glissement assez énorme se fait avec "notre argent": l'argent que des investisseurs au Moyen-Orient veulent confier à nos banques devient du coup **notre** argent et nos économies - servant payer des attentats (parce que, en plus, on ne peut pas faire ce que l'on veut avec notre argent...). Alors que ce sont les pétrodollars qui peuvent sauver des banques en perdition, selon un article de La Liberté, voilà que le problème est retourné.

Le journaliste demande : "Vraiment?". Et Freysinger de rétorquer que les Suisses, s'ils investissent dans la finance islamique perdent le contrôle de leur argent qui va financer le terrorisme". L'emploi de l'argent est présenté comme sûr (va financer et non peut financer). Ensuite, rien ne dit si on peut investir dans cette finance et pourquoi on le ferait ...

Avez-vous des preuves de ce que vous avancez? (1) Nos banques investissent dans une finance dont la philosophie est à mille lieues de la nôtre. (2) En outre, les pays du Moyen-Orient poursuivent une politique de conquête grâce à leurs pétrodollars. (3) L'argent, c'est le pouvoir. (4) Les musulmans passeront par nos banques pour nous envahir.

Des quatre arguments mentionnés, je n'en vois pas un qui constituerait une preuve. Le premier est peut-être vrai, mais investir au Japon est aussi investir dans une finance qui a une autre philosophie. Est-ce que cela implique que l'on finance les terroristes japonais ? L'argument (2) joue sur l'ambiguïté de conquête : un lexique guerrier utilisé dans un contexte économique. Du coup, l'image de l'Arabe en armes n'est pas loin. Mais la conquête économique n'a rien à voir avec le financement d'attentats terroristes. L'argument (3) est une banalité qui joue aussi sur l'ambiguïté de pouvoir: le pouvoir de faire des choses ou le pouvoir politique? Et de nouveau, aucun lien avec le financement des attentats. L'argument (4) enfin amalgame à nouveau lexique financier et lexique guerrier pour faire sortir Charles Martel de sa tombe, réutilise l'appel à la peur et table sur un effet boule de neige de la finance islamique. C'est une prédiction, un peu fumeuse à mon sens, mais ce n'est pas une preuve... La suite continue sur les mêmes craintes: l'Arabie saoudite pourra bloquer notre argent (sur quelle base?), "les imams prêchent la guerre du ventre pour conquérir l'Occident", (quel rapport? et quelle vérité là-dedans?) "Les Arabes en France seront bientôt assez nombreux pour prendre en otage l'Hexagone" (une belle théorie du complot qui se monte; on s'éloigne du sujet mais on donne

libre cours à des peurs connues de tout temps – envers les Juifs, les francs-maçons et autres). Au final, beaucoup de lexique militaire et une peur à laquelle on laisse libre cours par une série d'engrenages. Cette peur est poussée tellement loin qu'elle en est sans doute ridicule, mais il ne faut pas oublier cette bonne vieille technique de négociation : Si vous voulez obtenir la somme X, demandez deux fois X. Amplifier la peur permet peut-être déjà de l'installer.

CONCLUSION

L'appel à la peur est un des ressorts classiques et efficaces de l'argumentation. Y recourir est plus ou moins inévitable et on pourrait souhaiter que cela se fasse lorsque la peur elle-même est raisonnablement fondée. C'est loin d'être toujours le cas. On a vu comment ce recours à la peur est déployé dans quelques textes et comment il s'articule dans une rhétorique de combat issue du bon sens du peuple par opposition à l'Etat qui déraisonne quand il n'est pas infiltré. Reste à voir, mais cela dépasse mes compétences de linguiste et rhétoricien, comment résister à ces appels à la peur. Je ne peux lancer que quelques pistes de réflexion. L'affaire n'est pas simple. Tout d'abord, on a vu qu'appeler les gens à expurger l'émotion et à recourir à plus de raison est à peu près vain. Mais si cette rationalisation par une victime de l'appel à la peur est impossible, on peut recourir à une voix tierce. Je pense en particulier aux médias dont le rôle devrait être d'expliquer, d'éclairer, de critiquer. Donner ainsi un maximum d'outils pour analyser les peurs, voir si elles sont justifiées et pourquoi. Le problème est que certains médias ont renoncé à ce rôle, voire développent une rhétorique populiste et dramatisante qui accroche toujours plus le lecteur qu'un article décortiquant les accords de Schengen. Ce faisant, on donne une caisse de résonance aux peurs et ce n'est pas la faible résistance du journaliste interrogeant Freysinger avec ses « vraiment ? » que l'on contrecarre ce type de discours. Il y a là un travail important à entreprendre : comment jouer un rôle de médiation sans donner envie au lecteur de tourner les pages ? Si la rationalisation de la peur par une instance tierce me semble être une voie possible, elle n'interdit pas non plus un effort pour développer la connaissance de la rhétorique et aiguïser l'esprit critique dans les écoles. Donner des outils de décryptage et les pratiquer pour inculquer le scepticisme n'est à mon sens pas vain à long terme.

Une autre piste nous est donnée par Umberto Eco et son Nom de la Rose. Le fait que le rire élimine la peur est un des ressorts essentiels de l'intrigue. Rire d'autrui, c'est s'assurer sur eux une maîtrise symbolique et non se laisser maîtrisé par la peur que le même autrui peut parfois inspirer. En ce sens, les caricatures et autres émissions satiriques jouent leur rôle dans la maîtrise des peurs. Et ce n'est pas le conférencier suivant qui dira le contraire.

Merci de votre attention.